



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES  
CEA PARIS-SACLAY  
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :  
M. ABGRALL Patrick  
DRF/IRAMIS//SPEC/GQ  
Téléphone : 01.69.08.74.44  
[patrick.abgrall@cea.fr](mailto:patrick.abgrall@cea.fr)

Affaire suivie commercialement par :  
Mme Aleksandra NADAL  
Service des Marchés et Achats  
Téléphone : 01.69.08.90.64  
[aleksandra.nadal@cea.fr](mailto:aleksandra.nadal@cea.fr)

FOURNITURE D'UN EQUIPEMENT DE DEPOT  
CHIMIQUE EN PHASE VAPEUR ASSISTE PAR  
PLASMA (PECVD : PLASMA ENHANCED  
CHEMICAL VAPOR DEPOSITION)

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par Monsieur François DAVIAUD, en qualité de Directeur de l'institut IRAMIS .....  
ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....

**Ou si groupement**

- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS ..... représentée par ....., en qualité de .....
- La société ....., domiciliée ....., inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de ..... sous le numéro RCS .....

constituées en un groupement momentané d'entreprises solidaires, dont le mandataire est la société xxxxxxxx, ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI :**

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)  
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |  
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019



## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET .....	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION .....	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE .....	7
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE .....	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION .....	7
ARTICLE 8 - QUALITE .....	9
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES .....	9
ARTICLE 10 - REUNIONS .....	11
ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS .....	12
ARTICLE 12 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE .....	12
ARTICLE 13 - LIVRAISON .....	12
ARTICLE 14 - MONTAGE, ESSAIS SUR SITE .....	15
ARTICLE 15 - FORMATION DU PERSONNEL CEA.....	16
ARTICLE 16 - RECEPTIONS .....	16
ARTICLE 17 - GARANTIE .....	16
ARTICLE 18 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT (OPTION).....	18
ARTICLE 19 - DELAIS D'EXECUTION .....	20
ARTICLE 20 - MONTANT.....	21
ARTICLE 21 - REVISION .....	21
ARTICLE 22 - REGIME FISCAL ET DOUANIER.....	22
ARTICLE 23 - CONDITIONS DE FACTURATION .....	24
ARTICLE 24 - CONDITIONS DE PAIEMENT .....	25
ARTICLE 25 - SOUS-TRAITANCE .....	25



ARTICLE 26 - PENALITES.....	26
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE.....	27



**ARTICLE 1 - OBJET****1.1 Dispositions générales**

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture d'un équipement de dépôt chimique en phase vapeur assisté par plasma (PECVD : Plasma Enhanced Chemical Vapor Deposition), ci-après dénommée l' « Equipement ».

**1.2 Les prestations se déclinent en une partie forfaitaire et une partie estimative :****1.2.1 Partie forfaitaire**

Les prestations de la partie forfaitaire se déclinent comme suit :

- la partie ferme : fourniture de l'Equipement
- une option technique (Option n°1) relative à un Système de suivi de dépôt.
- une option relative à la maintenance préventive et corrective :
  - Option n° 2 : un an de maintenance de l'Equipement à l'issue de la garantie.

Chaque option pourra être levée séparément selon les modalités suivantes :

- Option technique : l'option 1 sera levée par le CEA à la signature du marché ; elle sera alors réputée intégrée à la tranche ferme.
- Option de maintenance : la décision de lever l'option n°2 sera prise par le CEA par courrier adressé au Titulaire dans un délai de 1 mois précédant la fin de la période de la garantie.

**1.3 Unité bénéficiaire**

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut rayonnement-matières de Saclay (IRAMIS), Service de Physique de l'Etat Condensé (SPEC).

**ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES****2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :**

- les questions complémentaires du CEA sur l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXX
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-01328-AN, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
- le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX (NB : référencer le dernier relevé qui doit être autoporteur)



- les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
  - le cahier des charges référencé SPEC/2025-078/PR/pa du 18/03/2025,
  - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Saclay,
  - la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
  - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes »,
  - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
  - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée .....  
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du .....  
..... (à compléter par le soumissionnaire) et les  
réponses aux questions complémentaires référence XXXX du XXX

**2.2** Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

### **ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION**

#### **3.1 Partie forfaitaire**

##### **3.1.1 Partie ferme : fourniture de l'Equipement**

Les prestations sont décrites dans les Spécifications Techniques du CEA référencées à l'article 2 *supra*, et sont décrites comme suit :

- Les études et la fourniture de l'Equipement incluant les contrôles et tests en usine,
- La fourniture des programmes d'essai pour les contrôles et essais sur site,
- L'emballage et la livraison dans les locaux du CEA,
- L'installation dans les locaux du CEA,



- Les contrôles et essais sur site,
- La fourniture de tous les documents nécessaires à l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'Equipement,
- La formation à l'utilisation de l'Equipement,
- La garantie de l'Equipement pour une durée de 24 mois à compter de la réception.
- Une visite de maintenance préventive, à assurer pendant la période de garantie

### 3.1.2 Options : prestations de maintenance

#### 3.1.2.1 *Maintenance préventive*

Le Titulaire s'engage à assurer une visite de maintenance préventive annuelle, destinée à conserver l'Equipement en état de marche afin de réduire au minimum les risques de pannes. La date de cette visite est fixée d'un commun accord entre les Parties, sur proposition du Titulaire.

Au cours de ces visites, le Titulaire procédera notamment à la vérification, au réglage, au nettoyage de l'Equipement et au contrôle de son fonctionnement, au remplacement des pièces détachées jugées défectueuses ou hors d'usage (sous réserve des dispositions de l'article 3.1.2.2 ci-dessous).

Le Titulaire proposera toutes modifications éventuelles pouvant améliorer le fonctionnement de l'Equipement, objet du présent marché.

Cette maintenance intègre également les mises à jour mineures des logiciels.

#### 3.1.2.2 *Maintenance corrective*

Le Titulaire s'engage à assurer l'ensemble des prestations relatives à la maintenance corrective de l'Equipement intégrant forfaitairement, la main d'œuvre, les déplacements, les pièces détachées, la mise à jour des logiciels et une assistance téléphonique, autant que de besoin.

## **ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **4.1 Obligations du Titulaire**

#### 4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation d résultat.

#### 4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque



nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

#### **4.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

### **ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le Titulaire s'engage à respecter les exigences énoncées dans les Spécifications Techniques (§ 5).

Toutes les dispositions nécessaires pour l'intégration de la maintenance corrective dans le cycle environnemental devront être prises : innocuité des composants et des consommables et moyens de recyclage du dispositif après usage devront être envisagés.

### **ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE**

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

Le Titulaire produira à cet effet, à la date anniversaire du marché une note annuelle retraçant les actions et initiatives qu'il aura entreprises durant cette période

### **ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION**

#### **7.1 Conformité aux normes**

L'Equipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrisation et échauffement). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Equipement.



## **7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement**

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

## **7.3 Moyens matériels**

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité les moyens matériels nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les moyens matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des moyens matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité conformément aux dispositions de l'article 19 des CGA.

## **7.4 Enlèvement des déchets**

Pour évacuer les déchets conventionnels, le Titulaire s'engage à respecter les dispositions mentionnées dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 visée à l'article 2 du marché.

En particulier l'enlèvement éventuel des déchets ainsi que celui des matériaux et matériels déposés ne pourra intervenir qu'après contrôle par le Service de Protection contre les Rayonnements et de surveillance de l'Environnement (SPRE) du CEA Paris-Saclay et passage obligatoire au portique de radiodétection du CEA Paris-Saclay.

## **7.5 Horaires**

**7.5.1** Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 pour le site de Saclay, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,
- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.





7.5.2 Les horaires de travail du personnel du CEA sont de 8h30 à 17h10, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Si un travail doit s'effectuer ou se prolonger hors des horaires de travail du CEA, le responsable du Titulaire doit obtenir l'accord préalable du Chef d'installation.

## 7.6 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

## **ARTICLE 8 - QUALITE**

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur). Il établira un Plan Qualité particulier (PQp) relatif à la prestation.

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

## **ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES**

### 9.1 Fourniture de l'Equipement

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés suivants :

- le programme d'essais sur site,
- la documentation technique complète en langue française/anglaise de l'Equipement et en particulier les prescriptions et les consignes d'installation, de mise en service, de maintenance et d'utilisation,
- les supports de formation,
- procès-verbaux des contrôles :
  - de fabrication (soudage, traitement de surface, matière, tests mécaniques, dimensionnels, ...),
  - des contrôles techniques en usine,
  - des essais de fonctionnement de l'Equipement sur site.

### 9.2 Interventions lors de la garantie et de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire sur l'Equipement, dans le cadre de la garantie et/ou de la maintenance préventive et/ou de la maintenance corrective donnera lieu à l'établissement d'un



rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire sera responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse sera reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

### **9.3 Validation des livrables**

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 10 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

### **9.4 Format et support des livrables**

Conformément aux dispositions des Spécifications Techniques, tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis en 3 exemplaires papiers et un exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable et une version non modifiable type pdf).

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme de 3 tirages sur support papier et d'un exemplaire sous format électronique.

### **9.5 Archivage**

Le Titulaire archivera les dossiers remis pendant une durée minimale de 10 ans. Au-delà de cette période, aucun document ne pourra être détruit sans l'accord préalable écrit du CEA.

De même, le Titulaire sauvegardera à l'identique les données relatives aux dossiers précités, de sorte qu'il soit en mesure de fournir un exemplaire supplémentaire sous format électronique sur demande du CEA.

### **9.6 Documents CEA**

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.



## **ARTICLE 10 - REUNIONS**

**10.1** Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions, dans les locaux du CEA, dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord. **Ces réunions pourront également se tenir en visioconférence, si les deux parties en conviennent.**

### **10.2 Réunion d'enclenchement**

Une réunion d'enclenchement (revue de projet) sera effectuée dans les locaux du CEA Paris-Saclay, au plus tard deux semaines après la signature du marché. Cette réunion pourra également se tenir en visioconférence, si les deux parties en conviennent.

Lors de cette réunion, le Titulaire devra notamment proposer un planning des échéances (réunions, points d'arrêt, etc.) qu'il juge nécessaires pour suivre la bonne exécution du marché. Ce planning devra être accepté par le CEA avant tout commencement des prestations.

### **10.3 Réunions d'avancement**

Pour suivre l'exécution du marché, les Parties tiendront des réunions dont la date de tenue sera déterminée d'un commun accord, conformément au planning d'avancement fourni par le Titulaire et accepté par le CEA.

Ces réunions permettront de traiter notamment les points suivants :

- état d'avancement des prestations,
- écarts par rapport aux Spécifications Techniques,
- examen des problèmes rencontrés,
- suivi du dossier Qualité.

Toutefois, en fonction de l'évolution des prestations, les interlocuteurs techniques pourront se réunir, sans frais supplémentaire, à la demande de l'une ou l'autre Partie par échange de correspondances.

### **10.4 Compte-rendu**

Chaque réunion fera l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai d'une semaine suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, par accord dûment signé par l'interlocuteur technique du CEA, ce compte-rendu sera diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne pourra faire l'objet d'une diffusion.

**ARTICLE 11 - INTERLOCUTEURS**

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	tél	mail
- Pour le CEA :			
Chargé d'affaires	M. ABGRALL	01.69.08.74.44	patrick.abgrall@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx
Responsable Sécurité	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais.

**ARTICLE 12 - ESSAIS ET CONTROLES TECHNIQUES EN USINE**

L'Equipement fourni par le Titulaire au titre du présent marché fera l'objet d'essais et de contrôles techniques en usine qui auront pour but de constater que ledit Equipement atteint les performances et/ou les caractéristiques figurant dans les Spécifications Techniques précitées.

Ces essais et contrôles techniques seront effectués par le Titulaire en présence d'un représentant CEA. Le Titulaire est tenu d'aviser le CEA Paris-Saclay quinze (15) jours ouvrés à l'avance de la date prévue pour ces essais et contrôles.

Ces essais et contrôles techniques, dont la date sera fixée d'un commun accord, seront contradictoires et donneront lieu à la signature d'un procès-verbal entre les responsables du Titulaire et du CEA.

Il ne dégagera en rien la responsabilité du Titulaire jusqu'au prononcé de la réception.

**ARTICLE 13 - LIVRAISON**

Les livraisons sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA, étant entendu que chaque livraison interviendra après acceptation des essais et contrôles en usine par le CEA. L'équipement sera livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables

choisir soit UE ou a) ou b)

Equipement en provenance de France ou Union Européenne pour le CEA Paris-Saclay

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 627 (Réception Marchandise), Porte Nord, 91191 Gif-sur-Yvette, entre



7 heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

le nombre de colis

le n° de commande (4000XXXXXX) et le destinataire final :

**ABGRALL Patrick**

**Commissariat à l'énergie Atomique CEA**

**SITE DE L'ORME DES MERISIERS**

**Service de Physique de l'Etat Condensé SPEC**

**Quai de livraison du bâtiment 770**

**Tél : 07 77 00 08 49**

**91191 Cedex, Gif-sur-Yvette**

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis.

#### **Colis standard**

Pour les colis respectant les dimensions maximales suivantes :

- Longueur : 1 500 mm
- Hauteur : 1 650 mm
- Largeur : 1 200 mm
- Poids : 1 600 kg

Une palettisation au format EUROPAL doit être privilégiée. Un contrôle des marchandises est effectué et un protocole de chargement/déchargement est à compléter sur place. La distribution des colis du bâtiment 627 vers le destinataire final est effectuée par la Réception Marchandises.

Le contrôle des marchandises est réalisé via une machine RX. Le Titulaire devra informer le destinataire de la commande en cas d'incompatibilité.

#### **Colis hors gabarit (ou dont le contenu est incompatible avec un contrôle aux rayons X) :**

Pour les colis hors gabarit et les colis dont le contenu est incompatible avec un contrôle radioscopique, les livreurs doivent prendre rendez-vous au préalable avec le destinataire final et se présenter à l'accueil Porte Nord le jour de la livraison munis d'une pièce d'identité valide (une copie de la pièce d'identité ou un permis de conduire ne sont pas acceptés). La livraison est réalisée par le Titulaire, sous la responsabilité du destinataire final..



Equipement en provenance d'un pays hors UE livré à Saclay ou FAR :

a) Après dédouanement chez le RDE Gondrand basé aux Ulis

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails du déclarant en douane [douane.lesulis@gondrand.fr](mailto:douane.lesulis@gondrand.fr),

[herve.madec@gondrand.fr](mailto:herve.madec@gondrand.fr) ainsi qu'au CEA Paris-Saclay ([Douane.paris-saclay@cea.fr](mailto:Douane.paris-saclay@cea.fr)), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- Le numéro de commande du CEA 4000....
- Le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00488)
- Le code douanier au niveau SH (6 chiffres)
- La description précise de la marchandise

L'équipement commandé dans le cadre du présent marché est livré selon l'Incoterm DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

la société GONDRAND  
ZA de Courtaboeuf-  
3 avenue de l'Amazonie  
91940 Les ULIS-FRANCE.

Pour le compte du CEA Paris /Saclay

**ABGRALL Patrick**

**Commissariat à l'énergie Atomique CEA**

**SITE DE L'ORME DES MERISIERS**

**Service de Physique de l'Etat Condensé SPEC**

**Quai de livraison du bâtiment 770**

**Tél : 07 77 00 08 49**

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

b) sans passage chez le RDE (dédouanement fait à distance par le RDE)

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails suivantes : [douane.lesulis@gondrand.fr](mailto:douane.lesulis@gondrand.fr), [herve.madec@gondrand.fr](mailto:herve.madec@gondrand.fr) ainsi qu'au CEA Paris-Saclay ([Douane.paris-saclay@cea.fr](mailto:Douane.paris-saclay@cea.fr)), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- le numéro de commande du CEA 4000.....,
- le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00488),
- le code douanier au niveau SH (6 chiffres),
- la description précise de la marchandise



à l'adresse mail : [douane.lesulis@gondrand.fr](mailto:douane.lesulis@gondrand.fr) le transitaire du CEA : GONDRAND, Zone d'activités de courtaboeuf - 3 avenue de l'Amazonie, 91940 Les ULIS Cedex – France pour les formalités douanières d'importation.

La équipement commandé dans le cadre du présent marché est livrée selon l'Incoterm DAP – CEA Saclay - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

**ABGRALL Patrick**

**Commissariat à l'énergie Atomique CEA**

**SITE DE L'ORME DES MERISIERS**

**Service de Physique de l'Etat Condensé SPEC**

**Quai de livraison du bâtiment 770**

**Tél : 07 77 00 08 49**

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement jusqu'à la remise de l'équipement à l'adresse ci-dessus, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

## **ARTICLE 14 - MONTAGE, ESSAIS SUR SITE**

### **14.1 Montage**

La prestation de montage est régie par les dispositions de l'article 32.2 des CGA et sera réalisée par le Titulaire au bâtiment 772 Site de l'Orme des Merisiers du CEA Paris-Saclay.

Avant le début de la prestation de montage sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

En fin de prestations, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

### **14.2 Essais sur site**

Les essais sur site de l'Équipement seront effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation des essais.

**ARTICLE 15 - FORMATION DU PERSONNEL CEA**

Le Titulaire assurera la formation du personnel CEA chargé d'utiliser l'Equipelement, ses accessoires et ses outillages associés, conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques visées à l'article 2.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée en langue française, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

**ARTICLE 16 - RECEPTIONS****16.1 Réception de l'Equipelement**

La réception sera prononcée après livraison, essais sur site satisfaisants et acceptation par le CEA de l'Equipelement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, et formation des utilisateurs conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Equipelement au bénéfice du CEA.

**16.2 Réception des prestations de maintenance**

La réception des prestations de maintenance sera prononcée annuellement à l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables correspondants, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

**ARTICLE 17 - GARANTIE****17.1 Garantie de l'Equipelement****17.1.1 Durée de la garantie**

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de l'Equipelement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Equipelement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipelement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.





### 17.1.2 *Périmètre de la garantie*

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

Au cas où le CEA apporterait sans l'autorisation du Titulaire des modifications à l'Équipement pendant la période de garantie, seules les non-conformités ou erreurs apparaissant sur une version non modifiée de l'Équipement seront garanties. De même, la garantie ne pourra s'exercer en cas d'utilisation par le CEA non conforme aux instructions du Titulaire.

### 17.1.3 *Délais d'intervention pendant la garantie*

Pendant la période de garantie de l'Équipement, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- en cas d'anomalie bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 5 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA,
- en cas d'anomalie semi-bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 10 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA,
- en cas d'anomalie non bloquante, le Titulaire interviendra dans un délai de 20 jours ouvrables, faisant suite à l'appel du CEA.

Dans tous les cas, le Titulaire s'engage formellement à résoudre ou faire résoudre à ses frais les non-conformités ou erreurs constatées dans les délais les plus brefs, et en tout état de cause, à avoir mis en place une solution permettant de contourner les anomalies bloquantes et les anomalies semi-bloquantes dans les 10 jours ouvrés, faisant suite à l'appel du CEA. Cette solution ne libère pas le Titulaire de son obligation de résoudre les anomalies et les non-conformités.

On entend par :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de tout module de l'Équipement,
- anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de tout module de l'Équipement que pour une partie de ses fonctionnalités,
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Équipement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle.

## 17.2 **Garantie des interventions sur l'Équipement**

Chaque intervention sur l'Équipement dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de vingt-quatre (24) mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

## 17.3 **Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de**



réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

## **ARTICLE 18 - MAINTENANCE DE L'ÉQUIPEMENT (OPTION)**

### **18.1 Durée de la maintenance de l'Équipement**

La maintenance d'une durée d'un (1) an à compter de la date de fin de la période de garantie de l'Équipement, portera sur l'ensemble de l'Équipement ou les sous-ensembles de l'Équipement concernés, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la maintenance sur l'ensemble de l'Équipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

### **18.2 Périmètre de la maintenance de l'Équipement**

#### **18.2.1 Maintenance préventive**

Dans le cadre de la part forfaitaire du présent marché, la maintenance préventive de l'Équipement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, le remplacement des pièces détachées, les consommables, les déplacements, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

A ce titre, le Titulaire réalisera a minima une visite annuelle d'entretien préventif sur l'Équipement. Cet entretien préventif est destiné à assurer le fonctionnement de l'Équipement dans ses caractéristiques d'origine et de réduire le risque de panne au minimum.

Au cours de cet entretien préventif, le Titulaire procédera notamment :

- à l'inspection minutieuse de l'Équipement,
- au nettoyage, au réglage et à la vérification des divers éléments,
- aux contrôles et modifications de sécurité mécaniques et électriques,
- au remplacement de toute pièce détachée et de tout sous-ensemble défectueux,
- aux mises à jour techniques préconisées pour accroître la fiabilité et la sécurité de l'Équipement,
- aux mises à jour des logiciels acquis avec l'Équipement (n'apportant pas d'extension des fonctions des appareils),
- au contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble,
- aux inspections de sécurité,
- à la remise d'un rapport d'intervention mentionnant les opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive.

#### **18.2.2 Maintenance corrective**

La maintenance corrective couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques, dont le CEA pourra attester de la manifestation, et leurs corrections.



Dans le cadre de la part forfaitaire du présent marché, la maintenance corrective de l'Equipement comprend autant que de besoin la main d'œuvre, les déplacements, les pièces détachées, les consommables, les logiciels, les mises à jour des logiciels et une assistance téléphonique.

#### 18.2.3 *Délais d'exécution pendant la maintenance*

Pendant la période de maintenance de l'Equipement, le Titulaire s'engage à fournir une assistance (par téléphone ou par courriel) sous 24 heures et à intervenir sur site dans un délai de **XX** jours ouvrés suivant l'appel ou le courriel du CEA.

Si l'opération de maintenance nécessite la fourniture de pièces détachées, le Titulaire s'engage à adresser au CEA dans un délai de 3 jours ouvrés un devis relatif à ces pièces détachées.

Le Titulaire s'engage à un délai maximal de résolution de **3** jours ouvrés à compter du 1<sup>er</sup> jour de son intervention sur site ou de la validation par le CEA du devis relatif aux pièces détachées.

Au titre de la maintenance, le Titulaire sera amené à intervenir sur le site du lundi au vendredi de 8h00 à 18h00.

En outre, le Titulaire s'engage à assurer une assistance téléphonique (hotline) ou par courriel, du lundi au vendredi de 9h00 à 17h00.

On entend par :

- anomalie bloquante : toute anomalie rendant impossible l'utilisation de l'Equipement,
- anomalie semi-bloquante : toute anomalie ne permettant le fonctionnement de l'Equipement pour une partie de ses fonctionnalités,
- anomalie non-bloquante : toute anomalie permettant de poursuivre l'exploitation complète de l'Equipement dans l'ensemble de ses fonctionnalités, même si cela se fait au moyen d'une procédure inhabituelle, ou au détriment de la qualité de certaines.

18.2.4 En cas de réparation chez le Titulaire celui-ci est responsable de la garde et de l'emploi de l'Equipement ou partie de l'Equipement, propriété du CEA, à compter de sa prise en charge sur le site CEA et après signature d'un procès-verbal émis par le CEA et signé contradictoirement par les Parties.

Les risques seront de nouveau transférés au CEA au moment de la signature contradictoire par les Parties du procès-verbal de retour de l'Equipement ou partie de l'Equipement sur le site de Saclay.

Le délai de réparation dans les locaux du Titulaire ne pourra pas être supérieur à un (1) mois à compter de sa prise en charge. Le Titulaire aura à sa charge tous les frais liés au transport de l'Equipement ou partie de l'Equipement (aller/retour).

18.2.5 La maintenance s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

#### 18.2.6 *Assistance téléphonique*

Le Titulaire assurera au CEA une assistance téléphonique illimitée, dans les 4 heures ouvrées suivant l'appel du CEA, de 8h00 à 19h00, dans le but de réduire les temps d'interruption de fonctionnement, en cas de panne simple.



#### 18.2.7 Réparations en atelier

S'il le juge nécessaire, le Titulaire pourra, exceptionnellement et avec l'accord du CEA faire effectuer les réparations dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants.

Dans ce cas, le Titulaire sera responsable du matériel, dans les conditions fixées à l'article 19 des CGA, dès la prise en charge de l'Équipement pour emballage et transport et jusqu'à son retour au CEA/Saclay après réparation. Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont à la charge du Titulaire.

#### 18.3 Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la maintenance, donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement optimal de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

#### 18.4 Garantie des pièces détachées

Les pièces détachées et sous-ensembles fournis dans le cadre de la maintenance, en remplacement des pièces défectueuses, seront garantis 12 mois à compter de leur date de réception sur le site du CEA. Les dispositions relatives à la garantie figurent au chapitre 11 des CGA.

La date de démarrage de la garantie des pièces détachées sera précisée sur la fiche d'intervention remise au service utilisateur.

### **ARTICLE 19 - DELAIS D'EXECUTION**

#### 19.1 Délais d'exécution

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché et T1 la date d'autorisation de livraison donnée par le CEA (livraison à programmer au cours du T4 2026), le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après :

- |  |                        |
|--|------------------------|
| - remise du Plan Qualité particulier                   | T0 + 04 semaines,      |
| - remise des études et des plans d'exécution           | T0 + 08 semaines,      |
| - fin des contrôles et essais en usine satisfaisants   | T0 + 78 semaines,      |
| - Autorisation de livraison du CEA au cours du T4 2026 | T1                     |
| - livraison  | T1 + XX semaines       |
| - réception  | T1 + XX semaines (T2), |
| - Visite de maintenance de l'Équipement                | T2 + 12 mois,          |
| - fin de la garantie                                   | T2 + 24 mois,          |
| - Option 2 : maintenance de l'équipement               | T2 + 36 mois           |



- 19.2** Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance de l'Equipement sont précisés respectivement aux articles 17 et 18 supra.

## **ARTICLE 20 - MONTANT**

### **20.1 Montant total du marché**

Le montant total du marché est plafonné à la somme de XXXX € HT (XXX EUROS HORS TAXES), en cas d'affermissement de l'ensemble des options.

### **20.2 Montant de la partie forfaitaire**

#### **20.2.1 Partie ferme**

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de ..... € HT (..... HORS TAXES).

Ce montant se décompose comme suit :

- |                   |      |
|-------------------|------|
| - Equipement..... | € HT |
| - Garantie.....   | € HT |

Le prix de l'Equipement DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020.

*(A ajouter dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays tiers pour mise à la consommation)*

#### **20.2.2 Partie optionnelle**

Le montant total des options est fixé à la somme forfaitaire de .....€ HT (.....HORS TAXES), décomposée comme suit :

- Option 1 XX € H.T. forfaitaire et ferme,
- Option 2 XX € H.T. forfaitaire et révisable pour la 1<sup>ère</sup> année de maintenance

### **20.3 Caractère des prix**

Les prix mentionnés à l'article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois de XXXX (mois de remise de l'offre). Le montant de l'Equipement visé à l'article 20.2.1 *supra* a un caractère non révisable. Le montant de la maintenance (option 2) a un caractère révisable.

## **ARTICLE 21 - REVISION**

Les prix ne sont pas révisés durant la première année d'exécution des prestations, puis ils seront révisables annuellement à compter de la deuxième année d'exécution, à partir du mois de XXXXX (mois anniversaire du marché), *(soit à compter du mois de XX/XXXX)*.



Un mois avant la date de révision de l'année concernée, le Titulaire transmet par écrit au Service des Marchés et Achats (SMA) du CEA Paris-Saclay une proposition de coefficient de révision, arrondi au millième inférieur, valable pour l'année à venir et basée sur l'application de la formule suivante :

$$C = 0,15 + 0,85 \times (0,70 \times \text{ICHT-IME} / \text{ICHT-IME}_0 + 0,30 \times \text{Fsd1} / \text{Fsd1}_0)$$

dans laquelle :

C = coefficient de révision,

ICHT-IME<sub>0</sub> = valeur de l'indice « coût horaire du travail, industries mécaniques et électriques » publié au Moniteur des Travaux publics et du Bâtiment du mois de (mois de remise de l'offre),

FSD1<sub>0</sub> = valeur de l'indice des Frais et Services Divers (modèle de référence n° 1) publié au Moniteur des Travaux Publics du mois de XXXXXXXX (mois de remise de l'offre),

FSD1, ICHT = dernière valeur connue de ces mêmes indices à la date de transmission de la nouvelle proposition de prix.

Pour la révision du montant d'une prestation ayant fait l'objet d'un retard imputable au Titulaire, l'indice applicable sera celui de la date contractuelle initiale.

Les Parties conviennent que si des modifications venaient affecter l'existence, la composition et/ou la définition des indices prévus dans le marché, les indices de substitution proposés par l'INSEE s'appliqueront de plein droit. Cette modification sera actée par le CEA et adressée au Titulaire par courrier.

La révision ne pourra être effective qu'après accord écrit du SMA du CEA Paris-Saclay sur la proposition du Titulaire, donnée dans le mois qui suit sa date de réception. Le CEA se réserve également la possibilité de faire exercer la révision des prix. L'application de la formule de révision a vocation à s'appliquer à la hausse comme à la baisse.

Le coefficient ainsi calculé s'appliquera de manière non rétroactive et à chaque facturation du Titulaire pour l'année à venir.

Dans le cas où ces dispositions n'auraient pas été respectées par le Titulaire, celui-ci s'engage expressément et par avance, si le CEA lui en fait la demande, à l'application des prix non révisables et, le cas échéant, à établir les avoirs correspondants si des factures ont été effectivement payées.

Toute proposition transmise en dehors du délai fixé ci-dessus ne sera pas prise en compte par le CEA.

## **ARTICLE 22 - REGIME FISCAL ET DOUANIER**

### **22.1 Régime fiscal**

#### **Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de la France et l'UE**

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.



En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à la TVA.

Pour les prestations de maintenance, chaque terme de paiement sera assorti de la TVA et le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

**Ou Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE**

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le fait générateur se produit au moment de la réception de de l'équipement.

**22.2 Formalités douanières**

*(Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de l'UE.*

Le montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sera acquitté directement par le CEA auprès du Trésor Public après l'introduction de l'Equipement sur le territoire français.

*(Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE)*

Le CEA acquittera la TVA d'importation directement auprès de la Douane française.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, éléments, accessoires et outils spécifiques (règlement CE n° 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques et les résultats attendus soient exclusivement ou principalement liés à la réalisation d'activités scientifiques et sous réserve que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

Il s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux (contrat, facture), le numéro de nomenclature statistique d'identification du produit, son origine douanière (identification de la plaque du constructeur, ex : fabriqué aux USA), ainsi que le pays de dernière provenance.

*(Cas où un délai de prévenance de 2 mois peut être respecté)*

Le Titulaire s'engage à informer le CEA de la date prévue pour l'expédition, deux (2) mois avant la date d'arrivée effective des marchandises, afin que celui-ci puisse instruire la demande de franchise de droits de douanes avant le dépôt de la déclaration d'importation. A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par le CEA, en qualité d'importateur, restera à la charge exclusive du Titulaire.

*(Cas où le délai de livraison ne permet pas de respecter les 2 mois de prévenance)*

Dès la signature du présent marché, le Titulaire s'engage à informer le CEA de la date prévue pour l'expédition, afin que celui-ci puisse instruire la demande de franchise de droits de douanes avant le dépôt de la déclaration d'importation. A défaut, le montant des droits de douane indûment payés par le CEA, en qualité d'importateur, restera à la charge exclusive du Titulaire.

Le dédouanement des marchandises sera pris en charge par le déclarant en douane du CEA PARIS-SACLAY I :

La société GONDRAND



ZA de Courtaboeuf-  
3 avenue de l'Amazonie  
91940 Les ULIS-FRANCE.  
Pour le compte du CEA /PARIS-SACLAY  
A l'attention de NOM DU PRESCRIPTEUR  
Département institut et bâtiment

Afin de ne pas bloquer la marchandise pour des retards de transfert documentaires douaniers, le Titulaire s'engage à prévenir par mail Marion BOYER/ CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr) et le déclarant en douane du CEA [herve.madec@gondrand.fr](mailto:herve.madec@gondrand.fr) et [douane.lesulis@gondrand.fr](mailto:douane.lesulis@gondrand.fr) du départ de la marchandise en joignant une copie de la facture accompagnant le transport et en indiquant les numéros de la LTA (Lettre de Transport Aérien, ou AWB Air Way Bill) en cas de transport aérien ou une copie du connaissance (Bill of Lading) en cas de transport maritime.

## **ARTICLE 23 - CONDITIONS DE FACTURATION**

### **23.1 Partie forfaitaire**

#### **23.1.1 *Echéancier de facturation de l'Equipement***

Le montant de l'Equipement sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 25 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes à la remise des études et plans d'exécution en version BPE, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- 35 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes après contrôles en usine jugés satisfaisants par le CEA, constatés par procès-verbal signé des Parties,
- 40 % du montant HT de l'Equipement et le solde des taxes à la signature, par les deux Parties, du procès-verbal de réception sans réserve,

#### **23.1.2 *Echéancier de facturation des prestations de maintenance***

Les montants des prestations relatives à la maintenance de l'Equipement seront facturés annuellement à terme échu après acceptation par le CEA des prestations correspondantes. Le montant facturé correspondra à la totalité du montant annuel.

### **23.2 Modalités de facturation**

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison.) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire ou le co-traitant au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée





notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : **SAC-C ou FAR-C**,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

**A rajouter en cas de GME**

Dans le cas d'un groupement momentané d'entreprise (GME), les factures peuvent être émises par le mandataire du GME, Titulaire de ce marché et / ou par son cotraitant. Dans tous les cas, les montants des factures devront être conformes à l'article MONTANT du marché et les factures devront être contre signées par le mandataire et son co-traitant. En aucun cas, la somme des montants facturés par le mandataire et son co-traitant ne pourra excéder le montant de l'échéance de facturation. Dans le cas contraire, les factures excédentaires seront rejetées et le CEA ne saurait être tenu pour responsable.

Le(s) numéro(s) SIRET qui sera/seront utilisé(s) par le Titulaire (et éventuellement son co-traitant) pour faire parvenir les factures et recevoir les paiements sera/seront le/les suivant(s) :

*(à compléter par le soumissionnaire)*

Dénomination du Titulaire du marché :

Numéro SIRET :

Dénomination du cotraitant du Titulaire :

Numéro SIRET :

## **ARTICLE 24 - CONDITIONS DE PAIEMENT**

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

Le paiement de la retenue de garantie interviendra dans un délai d'un an à compter de la date de signature du procès-verbal de réception. Toutefois, le règlement de celle-ci pourra être effectué au plus tôt à la réception, sous réserve de la constitution d'une caution bancaire personnelle et solidaire acceptée par le CEA (conformément au modèle joint en annexe) d'un montant équivalent et dont la mainlevée sera prononcée à l'expiration du délai de garantie. Comme stipulé ci-avant, cette caution sera adressée au CEA Paris-Saclay - S3C - Fournisseurs (bât. 530 - PC 75) - 91191 Gif-sur-Yvette Cedex.

## **ARTICLE 25 - SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.



Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

## **ARTICLE 26 - PENALITES**

### **26.1 Pénalités pour retard d'exécution relatif à l'Equipement**

Si le Titulaire ne réalise pas les délais d'exécution prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes de l'Equipement par jour de retard constaté à compter de la date contractuelle.

### **26.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance de l'Equipement**

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus aux articles « Garantie de l'Equipement » et « Maintenance de l'Equipement » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 150 EUROS par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

### **26.3 Pénalité pour non-respect de la procédure en matière d'évacuation de déchets conventionnels**

En cas de non-respect des dispositions prévues dans la consigne référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06, visée à l'article 2 du marché, le Titulaire sera redevable des pénalités mentionnées dans cette consigne.

### **26.4 Modalités d'application des pénalités et plafond**

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

Fait à Saclay,  
en deux exemplaires originaux,

Pour le CEA,

Signature :

Date :

Pour le Titulaire,

Signature :

Date :



## **ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE**

### **1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel**

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

### **2. Habilitation - Certification**

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.



### 3. Accès au Centre

#### 3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

#### 3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

#### *Délivrance du badge d'accès*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

#### *Pour le personnel de l'Union Européenne :*

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);
- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.



Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

### 3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

## 4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,
- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.



## 5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

## 6. Suivi médical

### 6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

### 6.2.3 Personnels d'entreprise n'intervenant pas en zone contrôlée et non soumis par le CEA à un risque particulier



La surveillance médicale de ces salariés est exclusivement assurée par le service médical de l'entreprise extérieure (sauf soins d'urgence, assurés par le SPST du Centre Paris-Saclay).

Les salariés concernés ne seront pas suivis par le SPST du Centre Paris-Saclay et aucune facturation ne sera émise par le CEA.